

Réfugiés sans refuge

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie, chercheur associé UMR 8163
« Savoirs, textes, langage »
Professeur en classes préparatoires, Faidherbe-Lille

Un mot a pris une telle place dans l'actualité qu'en lui-même il fait déjà figure d'invasion : « Migrants ». Un mot faussement neutre constitué d'un participe présent, comme s'il s'agissait d'un phénomène impersonnel cyclique : déplacement cinématique d'une multitude sur une carte ou flux indéterminé qui pourrait s'appliquer aussi bien aux animaux qu'aux humains. Mais surtout un mot qui nomme mal. Or, « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur de ce monde »¹. Dans un article consacré aux réfugiés, Olivier Rey² avait opposé la figure des « migrants » à celle des « manants » : « Que la détresse des migrants ne serve pas à faire honte aux manants de leur propre désarroi ». Il n'en reste pas moins que l'errance des migrants a été le révélateur de nos propres erreurs.

En 2015, 1 000 000 de personnes sont entrées en Europe par la mer Méditerranée³ et cet exode se poursuit en 2016. Loin d'être des terroristes potentiels, la plupart sont des personnes en extrême détresse fuyant les conflits du Moyen-Orient qui se multiplient depuis que l'intervention occidentale de 2003 en Irak a ouvert la boîte de Pandore. Ils ont dû fuir éperdument des dictatures militaires ou religieuses sanguinaires qui les prenaient en tenaille – comme en Syrie – et ont ainsi rejoint la longue liste de ces cohortes humaines qui, au cours de l'histoire, ont cherché refuge, pour sauver leur vie et leur liberté : celle des Alsaciens en 1872, des Arméniens en 1915, des juifs persécutés par le nazisme, des républicains espagnols en 1939, des populations civiles françaises de 1940, des pieds-noirs d'Algérie, des « *boat people* » des années 1970...

L'homme est autant qu'il habite l'espace

Le sort d'un réfugié de guerre est d'abord celui d'un déraciné. Comme les autres, les migrants d'aujourd'hui ont été eux-mêmes initialement des « manants » attachés à un pays, une terre, une culture. O. Rey a souligné que le terme n'avait, à l'origine, rien d'infamant : « il désignait, au Moyen Âge, une personne dont l'existence et le statut étaient liés à l'endroit dont elle était originaire ». Dérivé du verbe latin « *manere* » qui signifie « rester », « séjourner », « s'arrêter », « persister », il rappelle que l'on ne peut habiter l'espace qu'en se le réappropriant. La propriété est elle-même une garantie de notre être-au-monde et Grecs ou Romains vouaient un culte au Dieu des bornes : *Zeus Herkeios* ou *Jupiter Terminus*. Cette manière de se maintenir en un lieu, ou « manence », est la condition de notre immanence au monde. L'homme n'existe qu'autant qu'il habite l'espace : « Habiter est la manière

dont les mortels sont sur terre » dit Heidegger⁴. Habiter un lieu signifie y avoir ses habitudes, ses mœurs, et donc un *éthos* qui vaut comme esprit des lieux. L'espace vécu n'est pas l'espace géométrique anisotrope et homogène d'Euclide : c'est nécessairement un espace qualifié, qui rayonne autour de nous. Ne confondons pas le milieu géographique neutre (*Umgebung*) et le milieu de comportement propre à l'être humain, riche de repères symboliques (*Umwelt*) : « Vivre c'est rayonner, c'est organiser le milieu à partir d'un centre de référence qui ne peut lui-même être référé sans perdre sa signification originale »⁵. Depuis toujours, un authentique « manant » comprend le drame d'un autre « manant » condamné à l'errance et se montre capable d'accorder une place à celui qui l'a perdue. Les coutumes de l'hospitalité sont le propre de toute civilisation. Sans avoir eu besoin d'attendre une Déclaration officielle des droits de l'homme, le « droit des gens » (*ius gentium*) désignait un droit commun au genre humain, impliquant des obligations élémentaires de sociabilité réciproque.

Un espace européen inhospitalier

Face à la plus forte poussée migratoire depuis 1945, à cette marée de misère humaine, l'Europe ne s'est pas révélée à la hauteur de ce rendez-vous de l'Histoire. En réalité, l'Europe n'est apparue ni comme un refuge, ni comme un asile. L'asile est initialement un lieu inviolable, sacré, censé offrir protection à ceux qui sont aux abois. Les Grecs accueillaient, le plus souvent dans les temples, des hommes poursuivis par leurs ennemis, et même des meurtriers. En 511, le concile d'Orléans entérine cette tradition en la codifiant au nom de la charité. Au Moyen Âge, le principe « *quid est in territorio est de territorio* » s'appliquait. Avec la Révolution française, la

¹ Albert Camus, *Sur une philosophie de l'expression*, dans *O.c.*, Paris, « La Pléiade », éd. Gallimard, p. 908.

² Cf. *Le Figaro* du 01-10-2015. Olivier Rey est mathématicien, chercheur au CNRS.

³ Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

⁴ Heidegger, *Bâtir, Habiter, Penser*, dans *Essais et conférences*, Paris, éd. Gallimard, coll. Tel, 1990, p. 173.

⁵ G. Canguilhem, *Le Vivant et son milieu*, dans *La Connaissance de la vie*, Paris, éd. Vrin, 1969, p. 147.

Constitution de 1793 a transformé une pratique éthico-religieuse en « droit d'asile » comme prérogative de l'État. Dans les années 1920, la Société des Nations a créé le passeport *Nansen* qui permettait aux réfugiés privés de nationalité de circuler. Or, aujourd'hui, l'Europe manque totalement de courage politique, alors qu'en 1997 le traité d'Amsterdam a fait entrer l'asile dans les compétences de la Communauté et que la Charte européenne des droits fondamentaux, signée en 2000, proclama un droit d'asile « garanti ». Aujourd'hui, le système européen de l'asile se retrouve totalement déséquilibré⁶ : il contrevient au principe de solidarité, en faisant peser l'essentiel de l'effort sur les pays du sud de l'Europe.

Mais si l'Europe a fait défaut, c'est en raison même de la conception abstraite de son espace commun. Pour être un refuge, l'Europe aurait dû apparaître comme une véritable *Maison* – également du verbe latin *manere* –, une demeure commune, avec certes des frontières bien délimitées et garanties par une puissance politique commune, mais pour aménager un nouveau territoire et y organiser des passages. Pendant longtemps, l'Europe a vécu dans l'illusion d'une frontière, mais qui n'était en aucun cas la marque de sa propre puissance politique, puisqu'il s'agissait de celle du « rideau de fer ». Celui-ci disparu, l'Union européenne s'est contentée d'entretenir l'idée qu'elle constituait exclusivement un espace de circulation, plutôt que d'habitation, au point d'inventer une monnaie commune, mais sans affirmer la souveraineté nécessaire pour la battre et lui donner force. Inspirée avant tout par des dogmes néo-libéraux, elle a chanté les vertus d'un espace économique hors-sol, un véritable *Open space* sans repères. L'espace européen a été pensé avant tout comme un espace d'absolu libre-échange, un marché ouvert à tous les vents, aussi bien entre ses membres que pour ses concurrents extérieurs. Hannah Arendt avait déjà pointé les effets pervers d'une économie fondée sur le privilège exorbitant accordé à la valeur d'échange sur la valeur d'usage, par intérêt exclusivement lucratif. Ce type d'économie conduit à « saper la permanence du monde » : « La propriété a perdu sa valeur d'usage privé, qui était déterminée par son emplacement, pour prendre une valeur exclusivement sociale déterminée par sa perpétuelle mutabilité, la fluctuation des échanges ne pouvant être fixée temporairement que par rapport au dénominateur commun qu'est l'argent »⁷. Fondé sur le principe de la « destruction créatrice », cette conception conduit à « l'évaporation sociale du concret ». Avec la mondialisation, l'Europe a accentué encore la préférence accordée à un espace totalement déterritorialisé au point de faire passer pour des « demeurés » ceux qui y voyaient une source d'angoisse.

Un remède pire que le mal : le repli nationaliste

Si l'Europe a failli comme refuge, c'est d'abord par ce qu'elle n'a pas été au rendez-vous de sa propre histoire. Sans

volonté commune efficace, sans vision politique et militaire de son rôle international, l'Europe brille par son impuissance et par son incapacité à agir sur les causes des tragédies qui se jouent à sa périphérie. Pour imposer sa suprématie, l'affairisme économique a réduit le politique à un rôle subsidiaire. L'Union Européenne a galvaudé l'espérance même dont elle était porteuse : l'aspiration à de nouvelles frontières sur notre vieux continent, à une nouvelle citoyenneté partagée sur un territoire pacifié, à une nouvelle forme de *Polis* faisant entendre sa propre voix et ses valeurs. En s'en remettant à de hauts-commissaires technocrates, elle a prétendu s'imposer *top down*, par incrémentation administrative d'isomorphismes standards. Ainsi, la notion de « migrants » a été choisie comme élément de langage de certaines élites parce qu'elle fait écho à leur propre doctrine de la « mobilité socio-économique ». Ces « migrants » viendraient conforter l'idée simpliste qu'on ne peut caractériser l'être humain que par sa capacité indistincte au mouvement ! Mais, à l'opposé, la notion de « migrant » n'a fait qu'attiser la défiance de « manants » qui se terrent dans leurs ultimes retranchements. Car l'attachement aux lieux étriqués engendre aussi l'aveuglement de « l'esprit de clocher ». Le provincialisme exacerbé tout comme l'irrédentisme borné deviennent alors un obstacle à la reconnaissance de valeurs universelles. Le « parochialisme » conduit à l'incommunicabilité et à l'intolérance : il apparaît alors comme le symptôme d'un autisme culturel. Ainsi fleurissent les slogans du genre « *On est chez nous* » où le pronom indéfini ne peut que rappeler la « dictature du on » irresponsable. Quant au « *chez nous* », il indique ici une proximité sans ouverture au prochain, un entre-soi xénophobe qui se claquemure en pratiquant volontiers l'amalgame sur le mode du « *Si ce n'est toi, c'est donc ton frère...* ».

Cette régression est aussi celle du recroquevillement des « États membres » qui retrouvent les vieux réflexes du chacun pour soi : tant pis pour ceux qui, pour des raisons géographiques – comme la Grèce – se retrouvent en première ligne face à cette tragédie de l'histoire, et tant pis pour ceux qui ont essayé, comme en Allemagne, d'assumer une grande partie du « fardeau des indésirables ». Mais les replis identitaires ont beau être populaires : ils sont suicidaires. Car tout altruicide moral ou juridique conduit nécessairement à un appauvrissement de soi, à un rétrécissement de ses horizons, à son propre suicide moral. Alors que nous aspirions à une citoyenneté européenne, voilà que la bi-nationalité devient suspecte et que la déchéance de nationalité est brandie, au risque de fourbir les armes de ceux qui voudront allonger sans cesse la liste des apatrides potentiels. La spirale nationaliste est toujours porteuse d'exclusion et de guerre aveugle. Elle ne propose aux réfugiés à la recherche d'une planche de salut que l'impasse de croupir dans un camp ou errer sans fin, comme Ahasvérus, sans espoir de terre hospitalière. Mais, au bout du compte, les naufragés de l'histoire seront aussi les européens eux-mêmes qui auront perdu l'espoir d'une patrie commune et protectrice, désormais exposés à revivre entre eux les affres des conflits nationalistes. ■

⁶ Cf. Le dossier du *Monde* du 03-10-2015 : *L'asile, un naufrage européen*.

⁷ H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, dans *L'Humaine condition*, Paris, éd. Gallimard, 2012, p. 114.